

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Lille, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

RUE ARIANE

59119 Waziers

Références : 2026-V1-056

Code AIOT : 0007000968

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté RUE ARIANE 59119 Waziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)
- RUE ARIANE 59119 Waziers
- Code AIOT : 0007000968
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement ALFI Waziers est implanté sur le terrain de l'ancienne cokerie des Houillères du Nord-Pas-de-Calais (HBNPC). Ce terrain est contigu à l'ancienne usine de production d'ammoniac de la SOCIÉTÉ CHIMIQUE GRANDE PAROISSE, définitivement arrêtée depuis 2001.

La société ALFI exploite sur le site de Waziers des installations de liquéfaction d'hydrogène, stockage et conditionnement d'hydrogène liquide. L'établissement est alimenté en hydrogène via une canalisation de transport. Le site est classé Seuil Haut.

L'arrêté préfectoral du 10 décembre 2010 reprend l'ensemble des prescriptions applicables à ce jour à l'établissement. L'arrêté préfectoral du 04 janvier 2017 impose des prescriptions complémentaires donnant acte de la précédente mise à jour de l'étude de dangers du site.

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périmètre et articulation du P.O.I.	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.5	Sans objet
2	Mise à jour et diffusion du P.O.I.	AP Complémentaire du 04/01/2017, article 5.7.1	Sans objet
3	Exercices P.O.I. réguliers et compte-rendus	AP Complémentaire du 04/01/2017, article 5.7.1	Sans objet
4	Contenu du P.O.I. (1)	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
5	Contenu du P.O.I. (2)	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
6	Salle P.O.I (PC exploitant)	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre et articulation du P.O.I.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : 5. Gestion des situations d'urgence En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises

<p>en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Le POI s'organise autour de 6 fiches de fonctions répartissant les différentes actions à réaliser, en s'appuyant sur des fiches scénarios à caractère technique et spécifiques des incidents majeurs redoutés.</p> <p>Le POI est mis en œuvre dès le déclenchement de l'alerte et l'engagement des premiers moyens dans l'établissement.</p> <p>Le premier représentant du responsable de site assure l'ensemble des missions POI, autour desquelles s'organisent les secours internes.</p> <p>Les missions sont attribuées selon l'effectif présent et au fur et à mesure de l'arrivée des différents acteurs au poste de commandement opérationnel :</p> <p>Salle de réunion</p> <p>Salle de contrôle</p> <p>En dehors du site : à définir selon la situation</p> <p>Le responsable de site ou son délégataire reprend naturellement le rôle de Directeur des Opérations Internes en heures ouvrées (astreinte cadre en HHO).</p> <p>Un "kit POI" est à disposition dans chaque PC opérationnel. Il contient :</p> <p>l'enveloppe destinée à chaque fonction POI,</p> <p>l'ensemble des fiches scénarios qui servent d'appui technique aux différentes fonctions,</p> <p>un exemplaire du POI,</p> <p>des brassards d'identification,</p> <p>les plans à destination des acteurs externes.</p> <p>Une même personne pourra être amenée à assurer plusieurs fonctions.</p> <p>Le directeur des opérations internes attribue les fonctions POI selon l'effectif présent.</p> <p>Les scénarios sont issus de l'EDD et du retour d'expériences internes et externes.</p> <p>En cas de nécessité d'un Point de Rassemblement des victimes (PRV), celui-ci sera localisé dans le bureau des entreprises extérieures (près de la Salle de Contrôle).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mise à jour et diffusion du P.O.I.

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2017, article 5.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan. [...]</p>

<p>Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en double exemplaire à l'inspection des installations classées (DREAL : unité territoriale et service Risques) au format papier. Une version électronique et opérationnelle du P.O.I est envoyée conjointement à la version papier à l'inspection des installations classées ; - au SDIS qui précisera le nombre d'exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles, à la Préfecture. [...] <p>À chaque nouvelle version du P.O.I, le personnel travaillant dans l'établissement, y compris le personnel sous-traitant est consulté dans le cadre de la CSE, s'il existe. L'avis de la CSE est joint à l'envoi du P.O.I à la DREAL. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI est en cours de révision, un passage devant le CSE est prévu le 18/12/2025. La mise en application est initialement prévue pour 01/2026.</p> <p>La version actuelle est la V5 du 01/09/2022. La nouvelle version a été mise en œuvre en 05/2025 mais n'a pas encore été diffusée car en attente du passage devant le CSE suite aux différents échanges. Tout est fait en interne ALFI, avec un modèle national adapté au site.</p> <p>La version du POI de 2022 n'était disponible qu'en version papier pour la DREAL, l'exploitant a transmis la version informatique le 15/12/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exercices P.O.I. réguliers et compte-rendus

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2017, article 5.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur.</p> <p>Leur fréquence est a minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI fait l'objet de tests périodiques 2 fois par an, en heures ouvrées et non ouvrées. L'exploitant informe la DREAL et le SDIS. Les exercices sont toujours inopinés pour les employés. En cas d'exercice la nuit, le rôle du gardien est d'appeler l'astreinte d'encadrement. Le dernier exercice date du 14/10/2025. Le scénario retenu est une fuite d'ammoniac (défaillance</p>

de la vanne NH3_L HV66B22, vanne fuyarde).
Le résultat ne fait pas l'objet de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contenu du P.O.I. (1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le

nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Les documents présents dans le projet de POI 2025 sont à jour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - noms et fonctions des responsables, - coordonnées téléphoniques, - plans du site, - plans des réseaux, - points de regroupement des employés avec les modalités de recensement des personnes présentes (badge pour le personnel, classeur d'accueil pour les visiteurs), - recensement des moyens d'intervention disponibles sur site, - accueil des secours et de l'astreinte technique par le gardien. <p>Les différentes zones de l'établissement sont clairement repérées dans les documents. Les différents scénarios sont cohérents par rapport à l'EDD (ex: fuite ammoniac)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu du P.O.I. (2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>

<p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>Les documents présents dans le POI sont à jour pour les fiches type exercice (ex : fuite ammoniac) et sont cohérentes avec les éléments de l'EDD.</p> <p>Dans le projet de POI v2025, il manque cependant la stratégie de prélèvement environnemental (laboratoire à préciser), avec la liste des produits de décomposition.</p> <p>L'exploitant dispose de la liste des substances recherchées et les milieux associés (Art. 5 de l'AM du 26/05/2014).</p> <p>La stratégie de prélèvement est en cours mais pas encore finalisée, elle sera intégrée dès sa finalisation dans le POI.</p> <p>L'état des stocks est référencé dans le POI v2025 (annexe 8).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Salle P.O.I (PC exploitant)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>[...]</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; [...]</p>
<p>Constats :</p>

La localisation du local POI est suffisamment éloignée des zones à risques, possibilité de confinement si le site est concerné par un phénomène dangereux toxique.

L'exploitant a la possibilité de communiquer avec l'extérieur et l'intérieur du site (talkie-walkie ATEX, téléphones fixe/portable).

Présence dans le local :

- du P.O.I. (version v2022)
- des différents plans du site (plan de masse avec entrées des secours / points de regroupements des personnels, installations à risques ...) affichés (facilité de consultation),
- Espace disponible pour chaque fonction à remplir (nombre de places suffisantes),
- Moyens de prise de note (tableau...),
- Mesures des conditions météorologiques, la station météo se situe dans la salle de contrôle,
- 2 manches à air visibles de tout point du site.

Les éléments présents dans la salle sont cohérents avec les éléments prévus dans le POI.

Type de suites proposées : Sans suite